

## Commission permanente

Réunion du 27 avril 2020

N° : 7661

**5**  
**1S1-04**

Objet de la délibération :

**FONDS SOCIAL EUROPEEN - RESERVE DE  
PERFORMANCE**

Rapporteur : Mme Marie-Pierre MOUTON

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 19 juin 2017,  
Vu l'article L.3211-1 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu l'inscription des crédits au chapitre 65,  
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental indiquant que :

Vu le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 (ci-après dénommé « le Règlement général ») portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

Vu le règlement (UE) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union générale de l'Union

Vu le règlement délégué (UE) n° 480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifié le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs ;

Vu la décision de la Commission européenne n° C(2014)7454 du 10 octobre 2014 portant adoption du « programme opérationnel national FSE pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole »;

Vu la délibération du Conseil départemental, en date du 15 décembre 2014 ;

Vu la demande de subvention globale du Conseil départemental, en date du 25 mars 2015;

Vu l'avis du Comité de programmation réuni le 30 mars 2015 ;

Vu la notification de la décision de l'autorité de gestion déléguée (DIRECCTE Rhône-Alpes), en date du 26 mai 2015 ;

Vu la signature de la convention de subvention globale en date du 25 septembre 2015 ;  
 Vu la délibération du Conseil départemental en date du 6 novembre 2017 ;  
 Vu la demande de subvention globale en date du 09 février 2018 ;  
 Vu l'avis du Comité de programmation réuni le 23 février 2018 ;  
 Vu la notification de la décision de l'autorité de gestion déléguée (DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes), en date du 28 février 2018 ;  
 Vu la convention de subvention globale 2018-2020 notifiée le 03 mai 2018,  
 Vu le dialogue de gestion du 25 juin 2019 portant sur l'année 2018, ayant confirmé l'atteinte des objectifs de cibles de performances, permettant de débloquent la réserve de performance d'un montant de 772 795,19 €,  
 Vu les crédits non programmés de la subvention globale 1, ainsi que les montants issus de la sous-réalisation des opérations programmées sur la période 2015-2017,

La Commission permanente après en avoir délibéré ; DÉCIDE :

- D'AUTORISER Madame la Présidente à solliciter la réserve de performance auprès de Monsieur le Préfet de Région, conformément aux dispositions du décret du 3 juin 2014 relatif à la gestion des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- D'AUTORISER Madame la Présidente à solliciter les montants non programmés de la convention de subvention globale 1 et les montants sous-réalisés issus des opérations programmées sur la période 2015-2017 ;
- D'AUTORISER Madame la Présidente à signer l'avenant à la convention de subvention globale 2018-2020 permettant de modifier le tableau de financement et d'intégrer ces montants aux crédits FSE du Département de la Drôme.

Pas d'observation ? ADOPTÉ en conséquence des votes ainsi exprimés.

La Présidente du Conseil départemental,



Marie-Pierre MOUTON

VOTE	Quorum	✓	Etaient présents l'ensemble des membres à l'exception de :
<u>Votants</u>			
Pour	36		
Contre	0		
Abstention	0		
Non-participation	1		
Unanimité		✓	M. CHABOUD Mme ZAMMIT-HELMER (Rep. M. MORIN) M. CHALEON (Rep. Mme ANTHOINE) M. COMBES (Rep. Mme ROCHAS)